FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

Contact presse : Régis AYMES 07 78 67 34 20
Emmanuel GRANDJEAN 06 17 05 23 24

communiqué presse...

• **Montreuil, le 17 décembre 2025/** ***La FNIC CGT et la coordination CGT ARKEMA communiquent***

Salaires gelés, usines à l'arrêt : Arkema, 1er chimiste français, en grève depuis le 11 décembre !

100 % des sites industriels d'Arkema sont en grève, parce que la direction a choisi la provocation : une revalorisation salariale dérisoire aux NAO, très en dessous de l'inflation et sans commune mesure avec les profits du groupe.

En proposant à peine plus de 1,2 % d'augmentation générale, très loin de la hausse des prix, alors qu'Arkema affiche des bénéfices confortables et distribue des millions en dividendes, elle a une nouvelle fois méprisé celles et ceux qui créent toute la richesse, mettant sur la table une proposition honteuse, alors que les comptes du groupe sont au vert.

La grève a éclaté dès la première réunion NAO : en refusant d'augmenter sérieusement les salaires, la direction envoie un message limpide : notre travail ne mérite pas une juste rémunération, et **nos vies peuvent être pressurées tant que les marges et les dividendes continuent de grimper.**

Après avoir déjà saccagé le site de Jarrie et maintenant celui de Pierre Bénite, en envoyant des centaines de familles dans la précarité, **Arkema annonce encore 250 suppressions d'emplois**, via de nouvelles restructurations qui frappent les sites industriels et désorganisent des équipes entières. Chaque licenciement, c'est davantage de charge, de risques et d'insécurité pour celles et ceux qui restent, alors même que le groupe reste bénéficiaire et poursuit ses stratégies financières et boursières.

Attention ces chiffres ne sont pas abstraits : moins de travailleurs, ce sont des postes en sous-effectif, des astreintes qui explosent, **la fatigue qui s'accumule, les accidents et les maladies professionnelles qui se multiplient**, dans une industrie chimique à hauts risques où la sécurité réelle n'a rien à voir avec les beaux PowerPoint des directions.

ARKEMA répond à la grève par la menace.

Depuis le début du mouvement, les RH et les directions de site multiplient les tournées dans les ateliers pour **mettre la pression sur les grévistes :** entretiens « informels », remarques individualisées, insinuations sur l'avenir professionnel... tout **l'arsenal de l'intimidation patronale** est déployé pour casser la grève. En venant « parler individuellement » pour faire peur, isoler les grévistes et briser la solidarité, elles ramènent dans l'usine le bruit des bottes : des méthodes de régimes patronaux autoritaires, où la hiérarchie quadrille les ateliers pour surveiller, intimider et détruire l'organisation collective des travailleurs.

Ceux qui tournent aujourd'hui dans les ateliers, RH, directeurs, ne produisent aucune valeur : ils ne font pas tourner une seule pompe, ne chargent pas une tonne, ne tiennent aucun poste en 5x8, mais vivent pleinement de notre travail. Quand ils parlent de « coût du travail », c'est en réalité leurs propres salaires, primes et stock-options qu'il s'agit : des rémunérations élevées pour aucune richesse produite, face aux travailleurs, à celles et ceux qui, seuls, font tenir l'usine debout, assurent la sécurité, sortent la production, pendant qu'eux vivent en parasites de notre labeur.

Partout, les directions locales ajoutent au harcèlement quotidien **un véritable chantage au chômage technique**, brandi comme une arme contre la grève et celles et ceux qui la mènent. Menacer de « mettre tout le monde au chômage technique », c'est tenter de faire payer le conflit aux salariés, de dresser les non-grévistes contre le mouvement et de briser la solidarité par la peur, au lieu de répondre aux revendications. Ce chantage n'a rien d'une mesure neutre : utilisé pour punir ou dissuader l'exercice du droit de grève, **il devient une mesure de rétorsion patronale**.

DES REVENDICATIONS LÉGITIMES ET VITALES :

- **Une augmentation générale de base de 160€ minimum pour toutes et tous.**
- **L'arrêt des plans de suppressions d'emplois et un engagement clair sur le principe « 1 départ = 1 embauche ».**

Arkema ne manque pas d'argent : les contraintes qu'elle invoque sont d'abord le produit de choix politiques au service des actionnaires, non d'une fatalité économique. La grève massivement suivie depuis le 11 décembre montre déjà la voie : c'est par le rapport de force collectif, la reconduction, la solidarité entre sites et la dénonciation publique de ces pratiques que les travailleurs feront reculer la direction et pourront défendre leurs salaires, leurs emplois et leur dignité.